

LE CHEMIN PARCOURU

“ Lorsqu’il s’agit du sort du pays, toute vérité est toujours bonne à dire. ”

GÉNÉRAL CHADEBEC DE LAVALADE

Dans la confusion de cette guerre mondiale il y a des risques d’erreur pour les mieux intentionnés.

GÉNÉRAL DE GAULLE

Les Français qui craignent justement pour l’unité de la France, redoutant les ruptures possibles, les rancunes, la guerre civile, constatant les manoeuvres et les obscurités qui nous entourent, les fossés qu’on creuse entre nous, ont passé depuis un an de la joie à l’angoisse. Joie de voir notre Afrique du Nord délivrée. Angoisse de voir envahir la France entière. Joie de voir l’armée française d’Afrique reprendre la lutte aux côtés de nos alliés. Angoisse de voir Darlan saisir le pouvoir, la campagne de Tunisie durer si longtemps, et la confusion politique s’ensuivre. Joie de la victoire du Cap Bon. Angoisse de voir la France Combattante tenue à l’écart et suspectée. Joie de l’accord enfin réalisé d’Alger entre les deux chefs souhaités. Angoisse devant les querelles et les intrigues qui lui succèdent et qu’on attise. Joie de savoir résolue la “ crise ” d’Alger sur la réforme de l’Armée Française. Angoisse de constater que notre indépendance n’a pas été respectée et que la reconnaissance du Comité n’a pas suivi immédiatement cet accord. Joie de voir cette reconnaissance tant attendue se produire. Déception devant certaines formules réticentes qui prouvent que Vichy existe encore, en tant que “ gouvernement français ”, dans le monde irréel et néfaste des chancelleries, et qu’au jour du débarquement libérateur certains rêvent du Maréchal Pétain comme d’un Badoglio possible. Joie de voir consacrée la popularité du Général de Gaulle au cours de son triomphal voyage à Tunis, au Maroc, en Corse, réussie la mission militaire de Giraud à Washington et à Londres. Angoisse de mesurer tous les obstacles que sèment sur la route du Général de Gaulle et de la France “ populaire et profonde ”, ceux qui nous dispensent par ailleurs une aide incontestée et nécessaire. Joie de l’effondrement italien. Stupeur de voir la France écartée des pourparlers d’armistice. Scandale de la reconnaissance du gouvernement de Badoglio

quences de leur défaite provisoire, et à refaire véritablement leur unité. C'était mal connaître, et la nature exacte des problèmes qui nous sont posés, et l'immense bonne volonté qui anime tous ceux à qui est dévolue la tâche de préparer la reconstruction de la France. Mieux renseignés, nous n'avons pas eu de mérite à ne pas partager ce pessimisme. Nous savions bien qu'aucun incident ne pouvait prévaloir sur la nécessité d'atteindre le but.

La formation du nouveau pouvoir central a connu des difficultés. Il ne pouvait pas en être autrement. La France connaîtra encore bien d'autres difficultés avant d'avoir recouvré son équilibre et assuré le fonctionnement de ses nouvelles institutions. Il faudra les accueillir en nous souvenant que nous sommes redevenus les citoyens libres d'un pays démocratique, c'est-à-dire sans indifférence, mais aussi sans vaine nervosité. Souhaitons que la liberté d'expression, et particulièrement la liberté de la presse, rentrant plus complètement dans le domaine des faits, puissent enfin aider à ce renouvellement de l'esprit civique.

Pour nous, nous n'avons jamais douté que l'Empire français, une fois rentré dans la guerre, réaliserait son unité et s'organiserait conformément à l'esprit républicain. Cette certitude fut renforcée le jour où le général Giraud proclama solennellement "le principe de la nullité des lois de Vichy et le retour à la légalité républicaine." Et elle commença à se vérifier le jour où le général de Gaulle débarqua enfin sur la terre algérienne. Un long chemin nous reste encore à faire sur la voie de la rénovation nationale. Mais quand on considérera plus tard l'état où se trouvaient la France et l'Afrique du Nord, on ne trouvera pas que les premières étapes aient été aussi lentes qu'il peut parfois nous sembler, à nous qui sommes en train de les parcourir." (Michel Rouzé.)

On peut aujourd'hui mesurer mieux ces étapes franchies depuis un an. Entre la confusion qui suivit le débarquement américain, l'immense déception qui accueillit la solution Darlan et l'unité actuellement réalisée, le chemin parcouru est réconfortant, digne de la France et de ses alliés. Au point de vue militaire, la victoire de Tunisie, Pantellaria, la Sicile, la Sardaigne, la Corse, l'Italie et la chute de Mussolini — tout cela s'est fait grâce au tremplin Nord Africain, tremplin Français. Au point de vue politique, l'union réalisée à Alger par le Comité de la Libération, tout l'empire français et toutes les forces françaises réunies dans la guerre, sous l'autorité de deux grands chefs désintéressés qui ont fait leurs preuves et qui continuent avec ténacité la lutte, qui méritent la confiance de tous les Français et tous leurs sacrifices. L'espoir d'une rapide délivrance rendu à la France captive, dont les armées alliées s'approchent un peu plus chaque mois.

Il est cependant permis de déclarer, quelque respect qu'on ait pour les décisions officielles des gouvernements alliés, et pour les raisons, parfois dangereuses à divulguer qui les motivent, qu'il est

comme co-belligérant, alors que les cadavres des suppliciés de Corse, de Yougoslavie et de Grèce sont chauds encore ! Ce régime de douche écossaise est une épreuve pour les Français de l'extérieur, c'en est une de plus pour les Français de France. Pourquoi cette méfiance à l'égard des Français ? Après le prix qu'ils ont payé dans cette guerre de trente ans et à l'avant-garde des nations unies — ils supportent mal l'injustice et se sentent assiégés par le doute. Faisons-nous, oui ou non, la guerre des démocraties ? On aimerait parfois être rassuré par d'autres que l'U. R. S. S.

Mais, lorsqu'on remonte des abîmes, il ne faut pas trop demander, et nous avons le droit de mesurer avec orgueil et confiance le chemin parcouru depuis Juin 1940. " Comme le voyageur gravissant un dur chemin s'encourage à la vue de ses compagnons tendant au même but, marchant du même pas et chantant la même chanson, ainsi nous nous affermissons en connaissant de quelle équipe nous sommes." " Le voyageur qui gravit la montée s'arrête parfois quelques instants pour mesurer le chemin parcouru et s'orienter vers le but." (*Général de Gaulle*) Ce chemin parcouru est surtout appréciable depuis un an.

*

Il y a un an, le 9 Novembre, la nouvelle éclatait comme un coup de tonnerre parmi les peuples impatients de voir ouvrir un second front. Les Américains débarquaient en Afrique du Nord française — territoire à l'époque Vichyste, infiltré de touristes et de commissions d'armistice, et qui suivait, tant bien que mal, à travers les lunettes déformantes du maréchal, l'évangile de Hitler. Comment le tricolore et l'ordre nouveau y faisaient bon ménage, ce n'est pas notre sujet. En Afrique du Nord, grenier préservé de la guerre, les collaborateurs pullulaient. Le martyre chaque jour plus cruel des Français de France a tragiquement illustré le crime des uns et l'erreur des autres.

Les collaborateurs qui furent de bonne foi — s'il y en eut — proclamaient : " En attendant l'heure propice, nous faisons semblant de penser et de dire comme Hitler. Flatté, il nous laissera peut-être quelque nourriture et quelque liberté." Certains pensaient surtout à la liberté de faire fortune. Et de se jeter dans ses bras, et d'y jeter les autres ! Hitler, lui, pensait : " Je lis clairement dans votre jeu, mais n'importe, je vous ligoterais si serrés que vous pourrez toujours l'attendre, l'heure propice. Vos libérateurs, s'ils viennent, ne libéreront que des morts. " De cette double duperie vécut la collaboration. Les uns croyaient amadouer le loup en s'avançant à portée de ses crocs. " Vous voyez bien que nous sommes sincères, puisque nous n'avons pas peur. " — " Bien sûr, pourquoi avoir peur ? " répondait l'autre compère. Venez plus près encore, que je sois certain

regrettable que ce Comité de la Libération n'ait pas rencontré plus d'aide extérieure, ni de confiance. A l'armée Française reconstituée, nos alliés américains ont dispensé généreusement du matériel et des armes. Le voyage du Général Giraud à Washington a été une mission militaire, mais aucun problème politique, dit-on, n'y a été débattu. A l'époque le Comité Français de la Libération n'était pas encore reconnu. Il l'a été depuis, avec bien des prudences et des réserves. Enfin, il l'a été.

On objectait qu'il ne pouvait être reconnu comme un gouvernement, car il n'a pas été élu par le peuple Français. Seul le peuple Français pourra, une fois délivré, faire entendre sa voix et établir le gouvernement de son choix. Sans doute, et telle est bien l'intention du Comité Français de la Libération Nationale lui-même. Il remettra au peuple Français le soin de le consacrer, en tout ou en partie, et de lui donner tout autre successeur que le Pays jugera bon.

Mais en attendant, le Comité Français de la Libération Nationale *gouverne* tout l'empire français en guerre, il *commande* toutes les forces françaises disponibles en guerre. De par sa position géographique, l'empire colonial français offre aux alliés des positions stratégiques et des lignes de communications de tout premier ordre, aussi des ressources non négligeables. Enfin il manquerait un élément essentiel à la doctrine des nations unies, si la France, berceau et héraut de la liberté, n'y était pas accueillie, et de bon cœur. On ne voit donc aucune raison pour que cette reconnaissance du Comité Français de la Libération Nationale — enfin obtenue, malgré les réticences des textes officiels — comme gouvernement *de facto* de l'empire français en guerre, ait soulevé tant de répugnance. On ne voit pas pourquoi il n'a pas été reconnu pleinement comme défenseur et gérant de tous les intérêts français, où qu'ils se trouvent. Pourquoi faire de chaque problème un cas d'espèce à traiter selon ses mérites ? Le bien Français peut-il tomber en déshérence ? Qui le défendrait mieux que les Français eux-mêmes ? ⁽¹⁾ On ne voit pas de raison non plus pour que l'or français demeure gelé, et pour que, selon Reuter, "les crédits de la Banque de France et de la République française aux États-Unis et à Londres soient bloqués et ne soient libérés que lorsqu'un gouvernement français souverain aura été constitué."

"Contre la réserve américaine précitée, écrit Pertinax à propos de l'admission du C. F. N. L. parmi les Nations Unies, il faut poser que des forces armées françaises sont dans la guerre, et qu'à bien des égards ces forces donnent droit à une autorité politique de parler au nom de la Nation."

(1) C'est ainsi que le Chemin de fer français du Yunnan a été saisi par la Chine, non pas demandé à la France alliée, qui n'aurait pas manqué d'en accorder l'usage, mais réquisitionné comme un bien sans détenteur.

de votre bonne foi. ” Et le loup les mangea. Et la France fut entièrement envahie, affamée, pillée, la flotte détruite, les hommes déportés en Allemagne aux travaux forcés. Ce n'est pas un conte pour enfants. De très grands s'y sont laissé prendre. “ Pourquoi hésiterions-nous ? ” se disaient les médiocres, en voyant de si hauts personnages accoudés à la mangeoire et reniflant avec joie dans l'auge. D'autres furent payés pour servir d'appeaux et ils jouèrent — il faut le reconnaître — leur rôle à la perfection. Une perfection telle qu'au moment des retournements de veste, et malgré le goût des alliés pour les “ expédients ”, il leur sera difficile de passer pour de bons apôtres “ qui furent toujours de coeur avec nous ”, mais qui par patriotisme bien compris pratiquaient l'attentisme, et jouaient sur les deux tableaux. Le diable reconnaîtra les siens. La France aussi.

*

En Afrique du Nord la situation était un peu différente. On était plus loin du monstre. On pouvait — dans une certaine mesure — se croire hors de portée de ses griffes. Les pourboires de l'ordre nouveau et pas d'armée d'invasion. On restait drapé dans l'honneur et le tricolore. La question musulmane servait d'écran facile pour persécuter les juifs. Le jeu de la collaboration était donc plein de profits et presque sans danger. De nombreux s'y livrèrent et ne pardonnent pas aujourd'hui à leurs “ libérateurs ” d'avoir tari la source de leurs honneurs et de leurs profits. “ Encore s'ils avaient pu rester à mi-pente avec un Darlan, voire avec un Giraud prudemment entravé des Noguès, Peyrouton, Boisson et C^{ie}. Mais ce de Gaulle ! Ces républicains, ces communistes, ces juifs libérés qui vont nous mettre tous les Arabes à dos. Les décrets Crémieux ! Ah non ! ” Comme ils ne peuvent pas s'en prendre aux Américains eux-mêmes, ils chargent de Gaulle de tous les péchés, cherchent à paralyser son oeuvre d'union par tous les moyens — les plus vils étant naturellement les plus en faveur. Mais la voix du peuple couvre leurs voix.

L'Afrique du Nord Vichyste et pro-allemande, s'était défendue contre ses *agresseurs* sur l'ordre de Pétain. “ C'est l'ordre que je donne. ” Heureusement cet ordre ne devait recevoir qu'un commencement d'exécution. Comme l'a rappelé récemment l'Amiral Thierry d'Argenlieu, parlant de la Nouvelle-Calédonie : “ il y eut des colonies françaises où les Américains furent reçus en alliés, et non à la mitraille. ” Ceux d'entre eux qui débarquèrent dans une colonie française libre, Lagos ou Nouméa, puis à Casablanca, purent faire la différence et marquer quelque gratitude à la France Combattante.

Cependant, de Londres, le Général de Gaulle appelait tous les Français aux armes, “ sans se soucier des noms ni des formules ”, aux armes contre l'Allemand et aux côtés des alliés libérateurs ; cependant

Par contre, la note soviétique est claire et réconfortante. Voici ce qu'écrivait à ce sujet la revue du Levant : *En Route* : " Le 27 août nous parvenait la grande nouvelle de la reconnaissance, par l'Union Soviétique, du Comité Français de la Libération Nationale. Cette décision, Moscou désirait la prendre depuis longtemps : Tout récemment encore, la presse soviétique précisait que Anglais et Américains avaient refusé d'accorder le visa à la délégation soviétique en route pour Alger dans ce but. De leur côté, les gouvernements de Grande-Bretagne et des États-Unis ont reconnu le Comité de la Libération " sous certaines conditions ". En agissant de la sorte, la diplomatie américaine complique fatalement la tâche du Comité de Libération et fait indirectement le jeu des agents de l'ennemi " qui s'en vont, répétant partout en Europe, que la victoire des alliés équivaldrait à une simple relève des *gauleiters* allemands par les commissaires de l'*Amgot*. Avouons qu'on fait tout pour que s'accrédite cette singulière rumeur.

*

L'Afrique du Nord a été une pierre de touche cruelle. L'Afrique du Nord a été le premier pays délivré de l'Allemagne — des soldats allemands, mais aussi de la lèpre nazie et fasciste semée par Vichy.

Tous les peuples captifs, écrasés sous des épreuves sans nom, n'ont qu'un espoir : le débarquement des alliés, la victoire des nations unies. Qu'est-ce que les nations unies entendent faire de leur victoire ? Que comptent-elles mettre à la place de l'oppresseur et de ses Quislings ? Les nations unies se sont chargées d'une lourde responsabilité. Elles ont crié au monde entier leur programme généreux. Attention ! l'Europe a tellement souffert qu'elle les a prises au mot. Si on la bafoue, elle en mourra, non sans convulsions dangereuses pour l'univers. Un grand souffle soulève la foule immense des martyrs, des témoins muets et des vengeurs. Ce souffle peut devenir tempête. Tous les Français de France, tous les peuples dans l'esclavage et les supplices, regardent, avec espoir et angoisse, comment les alliés tiennent leurs promesses et appliquent leurs principes, comment ils traitent le premier territoire français délivré, et l'organisme digne, les chefs français unis qui les aident et les ont soutenus depuis le premier jour. Le peuple Français attend et juge. Il n'a pas mérité qu'on ajoute la moindre épreuve à ses épreuves, qu'on ternisse du moindre doute sa confiance.

Sous le titre : *Une dette d'honneur envers la France*, Harold Nicholson, " homme de lettres éminent, diplomate et parlementaire britannique, et l'un des collaborateurs les plus marquants du *Spectator* " écrit notamment :

" J'admets que l'enchevêtrement politique en Afrique du Nord était de nature à embarrasser même les plus habiles diplomates

le général Giraud, surgit comme un *deus ex machina* et déposé sur le sol Africain par magie, tâchait de rallier les Français dans le même sens, celui du combat pour l'honneur et la libération de leur Pays.

En deux jours les hostilités étaient terminées, Alger s'ouvrait et l'Amiral Darlan, qui se trouvait là aussi, et qui, bien que désavoué par Pétain, prétendait lui obéir, avait d'abord été " fait prisonnier ". Puis il fut reçu par les Américains " comme hôte d'honneur " et commença à débattre les conditions de son ralliement, dont l'issue ne faisait pas de doute : qu'on lui donnât la place et il était tout acquis. C'était même une fameuse acquisition.

La presse a publié depuis les épisodes tragi-comiques de cette histoire romanesque et incroyable. Mais il fallut bien y croire. Le monde — qui pourtant en a vu de toutes les couleurs en fait d'intrigues et de perfidies — en eut un haut le coeur. Il fallut que la voix respectée et responsable du Président Roosevelt apaisât les consciences et déclarât qu'il ne s'agissait que d'un " expédient temporaire " qui ne s'expliquait que pour des raisons militaires et pour gagner du temps. — " Cette conduite, dit de Gaulle lui-même, dont je n'hésite pas à reconnaître qu'elle pouvait se justifier, au début, pour des raisons militaires et politiques. "

Mais le temps passa et Darlan demeurait. Darlan s'implantait, lui et sa clique. " Le ver dans le fruit. " Une énorme confusion s'épanouit. Darlan au pouvoir, Giraud — qui la trouvait mauvaise — était placé sous ses ordres. Ceux qui eussent suivi Giraud d'enthousiasme, voyant " l'Amiral européen " en tête, faisaient la moue. La France Combattante, elle, était toujours ignorée et même repoussée, à l'étonnement du monde et à l'indignation de la France, où pendant ce temps, l'on fusillait des otages, des ouvriers récalcitrants, des francs-tireurs et des partisans. Leur crime ? Ils étaient trop pressés de voir débarquer les alliés — bien qu'on pût craindre, après le coup de Darlan, qu'en pareil cas les libérateurs ne rendissent l'armée à Pétain et le pouvoir à Pierre Laval. Où était l'ennemi ? Dans cette guerre idéologique mondiale, les camps cessaient d'être tranchés.

Les lecteurs qui veulent des détails sur cette étonnante période pourront lire avec fruit la collection de la *Marseillaise* depuis Janvier 1943, et spécialement la série d'articles de Mme R. P. Gosset. (*Journal d'une Française. Alger, Novembre-Décembre 1942*). Ne nous attardons pas sur le cas de Darlan : les journaux du monde entier ont agité cette boue et ces étoiles. Une mort, conforme au ton et au début du scénario, devait rapidement mettre un terme à cette nouvelle carrière, et, l'homme disparu, le silence se fit. Les attaques devenaient superflues, puisque c'était sa mise à l'écart que souhaitait l'opinion publique et qu'exigeait la justice. Sauf que cette mise à l'écart n'avait pas été envisagée comme aussi radicale, et qu'une retraite dorée eut suffi aux plus cléments, elle était inscrite dans tous

européens. Malheureusement la solution a été confiée à des gens qui ne sont ni Européens, ni diplomates. Le résultat est que des gaffes ont été commises et la confusion accrue. Croyez-vous que dans des circonstances pareilles, l'opinion britannique ne serait pas aussi profondément blessée et bouleversée que l'opinion française l'est en ce moment ?

Je ne veux nullement mettre en doute les motifs et les buts du gouvernement des États-Unis. Je suis persuadé qu'il est aussi désireux que nous de voir après la guerre une France forte, unie, paisible, prospère et épurée. Ce dont je doute, c'est de la précision de leurs renseignements et de la délicatesse de leurs méthodes.

Et ce n'est pas tout. Nous Anglais, nous devons au Général de Gaulle une *dette d'honneur*. Je sais bien que de Gaulle n'est pas un homme facile et que, dans son désir de ne pas être considéré comme un instrument des Anglais, il a dit et fait beaucoup de choses qui ont ravi ses ennemis et déconcerté ses amis. Mais il y eut un jour de Juin 1940, où tous croyaient que le vieux bateau qui avait résisté aux orages pendant 700 ans était sur le point de sombrer. De Gaulle resta à bord et hissa au bout d'une vergue la Croix de Lorraine. D'autres qui, pourtant, avaient de meilleures raisons de connaître la nature de l'orgueil et du ressort britanniques, quittèrent le bateau, s'enfuirent en Amérique et là se servirent de leurs talents pour décrire ce pays-ci et prédire sa chute. De tels hommes se glissent maintenant en Algérie, où ils revêtent l'uniforme des patriotes. Quelle amertume si, dans notre désir d'apaiser le Département d'État, nous allions repousser ceux qui demeurèrent à nos côtés aux jours sombres et dangereux !"

*

Le général de Gaulle est debout, face à l'ennemi et à ses complices, depuis Juin 1940, *pour qu'on fasse justice à la France*. S'il semble parfois si irréductible, c'est qu'il ne défend pas une coterie, ni un parti politique, ni un groupement de partisans : mais la France. C'est pourquoi il n'a jamais cédé et ne cédera jamais un pouce de territoire, un droit de la France, un égard dû à la France, la France "habituée depuis quinze siècles à être traitée comme une grande nation et qui espère que d'abord ses amis voudront bien ne pas l'oublier." — "Elle sait ce qu'elle doit à autrui, mais elle sait aussi ce qu'on lui doit."

Avec de Gaulle, qui connaît le prix qu'elle a payé, elle sait qu'elle aura son dû, tout son dû. Il pèsera lourd dans les balances de la paix, si ces balances sont justes, et si aucun des vainqueurs n'y jette son sabre — ou son or.

ROBERT VICTOR

les cœurs et dans toutes les lois humaines. Si l'on ne craignait d'employer un mot sacrilège, on dirait que le trépas de l'Amiral Darlan a été providentiel. Il semble que le Destin, agacé de voir les hommes s'empêtrer eux-mêmes dans leurs pièges mal ourdis, ait donné un grand coup de pied dans leurs toiles d'araignées, en écrasant celui qui se trouvait être au centre, à la fois proie et chasseur.

" Tu finiras par te faire assassiner ", lui avait dit sa femme, et l'hebdomadaire *Tam*, imprimé le 23 Décembre, mais postdaté de trois jours, publiait le 26 en grands titres : " L'interview de l'Amiral Darlan " et un éditorial : " l'Assassinat de l'Enfant Jésus. " Il y a des prophètes. Tout devint plus simple après cet arrêt d'en haut. Le général Giraud, " grand soldat et noble figure " reprit le rôle qui lui revenait, et succéda au disparu, rendant confiance aux français d'Afrique du Nord et espoir à ceux de France, permettant les contacts et bientôt l'alliance avec ceux de Londres, qui seuls apportaient une doctrine et une direction fermes. Les choses rentraient peu à peu dans l'ordre, les prisonniers gaullistes et communistes sortaient lentement des prisons, les juifs retrouvaient leurs droits, et malgré les résistances des vichystes et sympathisants, accrochés à leurs places, à leurs profits, à leurs hochets, à leur honte bue — quand la honte est tirée il faut la boire ! mettez-vous à leur place : ils ne voulaient pas l'avoir bue pour rien ! — la situation finissait par s'éclaircir.

Que ceux que ces propos scandalisent se demandent honnêtement ce qui serait advenu de l'Afrique du Nord et de l'alliance américaine, et de l'union des Français, et de la charte de l'Atlantique, et de l'espoir des peuples captifs, et des buts de guerre des nations unies, si l'Amiral Darlan avait vécu. Qui l'aurait congédié ? et comment ? qui l'aurait combattu ? et pourquoi ? Qu'on y songe. Il ne faut pas confier certains postes à des gens dont on ne peut se débarrasser ensuite qu'avec l'aide de la Providence. Elle ne joue pas à tout coup.

Le dérisoire complot royaliste qui pensait jucher sur le trône d'Henri IV le comte de Paris, alors à Tanger, ne fit heureusement que deux victimes : Darlan et son jeune meurtrier, fusillé le lendemain, dans le fracas d'une attaque aérienne, sans avoir compris pourquoi on le menait au mur et non aux genoux du Prince couronné et pardonnant. Comme dans la Tosca, il pensait que les fusils ne seraient pas chargés ! En effet, n'était-on pas en plein mélo ? en plein opéra-bouffe ?

L'Afrique du Nord française avait en Giraud un grand chef français et, quoiqu'il couvrît de son autorité trop d'hésitants et de coupables, il agissait en allié loyal. Il jetait dans la mêlée les troupes françaises, bien qu'encore mal armées et mal préparées, parce que le temps pressait. Ces armées se couvrirent de gloire. L'Allemand en effet avait envahi la Tunisie, et il fallut plus de six mois pour l'en déloger. Prises dans l'étau formé par la VIII^{ème} armée, venue d'El

Alamein de victoire en victoire, et par l'armée américaine venue de Casablanca, la première comprenant les Français de Koenig et de Leclerc, la seconde appuyée par l'Armée d'Afrique du général Juin, les troupes de l'axe finissaient par déguerpir, après avoir laissé sur le terrain, en morts et en prisonniers, la majeure partie de leurs effectifs — et tout leur matériel. La victoire de Tunisie était, sur terre, la première grande victoire alliée dans l'ouest. Depuis le foudroyant départ d'El-Alamein, elle ne formait qu'une seule victoire.

Cependant les deux parties de la France au combat, celle qui portait le nom de *France Combattante* et qui avait suivi le Général de Gaulle depuis le 18 Juin 1940, d'épreuve en épreuve, celle qui était rentrée dans le conflit avec le général Giraud, depuis l'expédition américaine, cherchaient à se grouper, à refaire l'unité de la France en guerre, échangeaient des missions, tendaient l'une vers l'autre des bras tâtonnants, maladroits, rétractés, mais affectueux. Malgré les obstacles, grâce à la fermeté du Général de Gaulle, à la patience du Général Catroux, à la compréhension du Général Giraud — "on peut toujours en appeler du Général Giraud mal informé au Général Giraud mieux informé," quel plus bel éloge peut-on faire d'un chef? — elles finissaient par s'entendre sur un programme d'ensemble. L'armistice était dénoncé, et toute l'oeuvre de Vichy, échafaudée sur la défaite, croulait sous les coups de pioche de de Gaulle. Les portes des prisons s'ouvraient plus large. Les codes de la République étaient remis en vigueur. Le sous-préfet de Blidah, montant en son grenier, en descendait le buste poudreux de Marianne et commandait à l'imprimeur voisin un timbre humide pour son papier à lettres officiel : "République Française : Liberté, Egalité, Fraternité." On commença à décrocher les portraits du Maréchal. Ce n'était qu'un premier pas. C'était un grand pas de franchi.

*

Après avoir été indéfiniment retardée, toujours "pour des raisons militaires", puis proposée en des lieux écartés et discrets, la rencontre Giraud-de Gaulle eut enfin lieu. De Gaulle vint à Alger et l'air pur qu'il amenait avec lui commença son oeuvre. On le vit bien à l'enthousiasme populaire à Alger, au Monument aux Morts, puis à Tunis et plus tard au Maroc et en Corse.

On vit aussi, après l'accord du 3 Juin, les proclamations passer dans le domaine des faits. On vit déguerpir Peyrouton, Noguès, Boisson, et quelques comparses moins célèbres. De Gaulle apportait des principes fermes et des idées claires. "Où serait la patrie si Jeanne d'Arc et Danton avaient transigé?" On décida l'épuration de l'armée, des administrations. Le collaborateur se tut et se cacha. Pucheu fut tenu à l'oeil, puis bouclé. D'autres, se croyant

assez forts, intriguèrent. Il y avait, paraît-il, 160 généraux au-dessus de 60 ans qui craignaient qu'on leur fendît l'oreille. Ni guéris, ni éclairés par l'épreuve de 1940, certains traitaient de gamins Leclerc, Koenig et de Gaulle lui-même. Mais de Gaulle voulait la propriété et la compétence. Il tint bon. " *Il importe, dit-il, que les hommes qui constitueront ce pouvoir (capable de diriger matériellement et moralement l'effort des Français dans la guerre) soient dignes de diriger les Français dans le combat. On n'a pas le droit de conduire des Français au combat, aux souffrances, quand on n'est pas soi-même qualifié pour le faire.*" Et de Gaulle ajoutait : " *Comprenez tout ce que je veux dire par là.*"

Les Français comprenaient fort bien et le soutenaient dans sa lutte contre les ennemis invisibles qu'on lui suscitait, les chausses-trappes qu'on ouvrait sous ses pas. Les ronces et les reptiles, c'était la semence d'Hitler. On lui opposait, entre autres, nos alliés américains, mal informés. Mais on ne peut pas en appeler facilement du Département d'État mal informé au Département d'État mieux informé. Il n'y a tels sourds... Bien que l'opinion publique lui fut favorable aux États-Unis, ce n'était un mystère pour personne que, depuis St. Pierre et Miquelon, le Département d'État lui était résolument hostile. Il n'était pas le seul. Tous ceux que menaçait, la volonté de nettoyage de de Gaulle se liguèrent. De Londres, Mr. H. G. Wells lui-même l'attaqua en un ridicule article ⁽¹⁾ où il lui reprochait d'être " militaire " et de sortir de Saint-Cyr.

" Il y a, écrivit Georges Bernanos, une conspiration contre le Général de Gaulle et nous la voyons se développer sournoisement dans des milieux très divers, mais qui ont tous entre eux ce point commun : le goût malsain, on pourrait dire pathologique, de bafouer l'enthousiasme et la foi, de ridiculiser les pauvres gens assez simples pour croire que le dernier mot n'appartient pas toujours en ce monde aux roublards et aux cyniques."

De Gaulle opposait aux roublards et aux cyniques la fermeté du roc. On lui faisait grief de son intransigeance, de cette raideur même, oubliant que c'était à cette qualité qu'on devait en partie son choix de Juin 1940 et tout ce qui s'en était suivi. Souplesse ! souplesse ! " *Exécuter des tours de souplesse dorsale,*" disait Cyrano. Évidemment de Gaulle n'est pas pourvu de celle de Pierre Laval. Il ne suit pas la tradition de ce Duc de Savoie dont notre Saint-Simon, prophète à ses heures, écrivait déjà : " Monseigneur le Duc de Savoie ne termine jamais la guerre dans le camp où il l'a commencée, à moins qu'il ne se soit retourné deux fois." ⁽²⁾ Où nous

⁽¹⁾ " World Review " Mai 1943.

⁽²⁾ On cite de Machiavel, une réflexion analogue :

" Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire que la Maison de Savoie ait terminé une guerre avec les alliés aux côtés de qui elle l'avait commencée, sauf cependant si elle disposait d'assez de temps pour changer deux fois de camp pendant la même guerre."

ont conduit tous ces chefs si souples, si fluides d'avant guerre ? Si fluides que l'événement les a liquéfiés. Après tout, l'animal le plus souple de la création semble bien être le serpent, c'est aussi le plus rampant. Depuis Ève, il n'a pas bonne renommée. Que Dieu nous donne des chefs durs et droits comme des arbres, bien enracinés, portant haut et loin leurs regards et leurs branches, et faits de bon bois plein ! De Gaulle, sans changer un mot aux principes naguère énoncés à Londres, les faisait triompher l'un après l'autre. A chaque fenêtre défoncée, à chaque brèche ouverte, un peu plus d'air pur rentrait, balayant les miasmes et les toiles d'araignées, aidant les Français encore intoxiqués à supporter toujours plus d'air pur.

Il dénonçait les suites de l'armistice, les traces tenaces laissées par Vichy dans les âmes, même après qu'on avait répudié les doctrines, et annulé les lois. Il dénonçait *“ les mensonges déversés par les adversaires, et certains jeux subtils de divisions dont les fils, serpentant à travers le monde, ont cependant pour origine les laboratoires de Goebbels. ”*

Enfin il définissait la tâche. En face des obstacles accumulés, une seule aide, un seul guide : la France, l'empire. Pour libérer la Patrie, faire rentrer toutes les forces disponibles de la France dans la guerre, aider les alliés par tous les moyens. L'accord du 3 Juin ne devait pas être une poignée de mains devant les photographes et un discours devant les journalistes, mais le début d'une oeuvre d'envergure à accomplir en commun pour la France, une France libre et républicaine.

“ L'accord d'Alger n'est pas un accord entre deux généraux. Il s'agit de quelque chose de beaucoup plus grave et de beaucoup plus important. L'union d'un empire ne peut pas se faire sur la base d'un accord entre deux officiers. Elle ne peut pas se faire sur la légitimité de l'un ou de l'autre, mais sur les buts de la France en guerre, c'est-à-dire de la Libération et de la République. Un accord fictif ne réaliserait pas l'union de l'Empire. ”

Dans cet empire, dans cet effort de guerre, rentraient peu à peu, délivrés, gagnés, ou emportés malgré eux, la Guyane, la Martinique, la flotte de Dakar envoyée en réparations et reçue avec éclat à New York, et la fameuse force X... bloquée à Alexandrie depuis l'Armistice. L'Amiral Godefroy, l'Amiral Robert composaient, bon gré mal gré. Sauf l'Indochine, tout l'empire était bientôt rentré dans la guerre et réuni sous une seule autorité, terres, hommes et ressources, à la disposition des Nations unies.

Restait à résoudre une question majeure : joindre les deux armées en une seule, réorganiser cette armée d'après un plan moderne, lui fournir des armes automatiques et l'entraîner à leur usage. Ce fut le premier conflit grave entre les deux chefs. La presse sans doute ne l'excusa guère, et même elle l'exagéra avec malignité, tirant des conclusions du fait que de Gaulle quittait le Comité avant l'heure, mâchonnait sa cigarette, ou acceptait une invitation que le Général Giraud avait refusée. On parla de la démission possible du Général de Gaulle. La lettre ferme qu'il avait envoyée à Giraud fut taxée d'ultimatum. Le Comité cessait ses réunions et ses travaux. " Les chances d'accord deviennent de plus en plus douteuses. " On imaginait déjà de Gaulle reparti à Brazzaville ou à Beyrouth. Or la controverse s'expliquait fort bien. Le Général de Gaulle qui, une fois déjà, en 1940, avait vu à l'oeuvre " la vieille école ", n'entendait pas recommencer la même erreur mortelle. Il y allait une fois encore de la France. Il voulait créer *l'armée de métier*, celle que l'État-major avait déjà refusée avant la guerre et qui aurait sans doute sauvé la France, celle que l'Allemagne avait copiée et qui avait fait l'Allemagne partout victorieuse jusqu'à Stalingrad. Cette armée de métier eut été de 100.000 hommes seulement, mais supérieurement entraînés et armés, elle eut été le " fer de la lance ". Mais sa création entraînait un bouleversement radical et pouvait prendre du temps. Le Général Giraud au contraire voulait agir vite. Il voulait aussi agir par paliers progressifs. Il craignait que ce grand changement ne nuisît à l'effort allié, n'aliénât beaucoup d'anciens chefs, ses camarades, ne créât du désordre. Il voulait au plus vite armer les 300.000 hommes disponibles et les jeter au combat.

Les deux thèses étaient défendables et il n'y avait rien d'étonnant à voir s'affronter deux conceptions différentes et les caractères des chefs qui les présentaient. On pouvait nous les exposer clairement au lieu de crier haro sur ces français, séparés par des divisions politiques, des querelles de clocher, des rivalités mesquines, qui n'arrivaient pas à s'entendre et qui paralysaient ainsi l'effort allié. Et de tout jeter sur de Gaulle naturellement. " *U. S. ready to Kick out de Gaulle from North Africa* (1)" publiait en grande manchette le 27 Juin la *Gazette d'Arkansas*. " *Wo'nt tolerate any obstruction to big drive*(2)." J'ignore le tirage et le public de la *Gazette d'Arkansas*. Mais un tel article était sot et déplorable. Si encore il eut été présenté comme une opinion personnelle de Mr. Kirke L. Simpson, n'engageant que son auteur, mais non, c'étaient les États-Unis qui étaient prêts à sévir et à " vider " de son propre pays de Gaulle... coupable de s'y occuper d'affaires françaises, de l'armement de l'armée

(1) " Les États-Unis sont prêts à jeter de Gaulle hors d'Afrique du Nord." Noter que to kick: chasser à coups de pieds, est encore plus brutal que la traduction: jeter.

(2) Ils ne toléreront aucune obstruction à leur grande poussée.

française. La *Gazette d'Arkansas* manque de tact !⁽⁸⁾ et l'on ne peut mieux faire le jeu de la propagande ennemie. Un tel article excuse l'amiral Robert... penseront certains. Tout cela serait ridicule et méprisable si l'on ne sentait pas, derrière ces journalistes, ignorants et gaffeurs, des influences puissantes et aveugles — ou malignes — qui, la guerre gagnée, peuvent écraser dans l'oeuf la paix.

Pas plus que l'accord du 3 Juin n'avait été un accord entre deux généraux, la controverse qui le suivit n'était un différend entre deux généraux. De plus, puisque ces discussions étaient confidentielles, la presse n'avait qu'à n'en rien dire, jusqu'au jour où un communiqué serait publié. Ou alors il fallait exposer la question. C'est ce que fit avec clarté un journal français d'Égypte :

“ Trois thèses sont en présence : celle de la France Combattante bien connue, celle du général Giraud, et enfin celle de Vichy qui semble conserver, en Afrique du nord, et notamment parmi les généraux en place depuis l'armistice, de nombreux partisans.

Que veut le général de Gaulle ? D'abord, l'élimination de tous les chefs de la vieille école “ défensive ” et fidèle à la ligne Maginot. Il exige une refonte totale des cadres qui devront être composés surtout de techniciens, avec des chefs jeunes, une doctrine hardie d'offensive fondée sur la motorisation totale de l'armée, et la création d'une sorte d'armée de métier, recrutée par des engagements volontaires de six ans (les engagements assurant la formation de cadres de techniciens). Quant à l'armée nationale, il faudrait rétablir le service de deux ou trois ans. Cette thèse implique des changements radicaux qui effrayent visiblement le général Giraud. Il faudrait commencer par “ décapiter ” l'armée d'Afrique du Nord, en éliminant une centaine de vieux généraux qui seraient remplacés par des jeunes. Puis il faudrait changer les lois qui imposent le service d'un an. Enfin, le général de Gaulle deviendrait le chef virtuel de l'appareil militaire ainsi reconstitué.

Giraud a exprimé son point de vue dans une déclaration au maréchal Pétain, après son évasion de Koenigsberg, et qui a paru dans “ Life.” Les causes de la défaite de la France sont, d'après lui, le manque

(8) “ Washington s'attend à ce que le Général Eisenhower ne tolère en Afrique du Nord aucune activité française, de Gaulliste ou autre, qui pourrait en quelque façon :

1. Retarder l'exécution des projets d'offensive militaire alliée sur ce théâtre.

2. Compromettre les lignes de ravitaillement Anglo-Américaines et Françaises en Afrique du Nord et Occidentale.

3. Miner le moral des officiers et des soldats des Forces Françaises commandées par le Général Giraud, sous les ordres du Général Eisenhower, ou agir contre leur participation effective aux projets des opérations trans-Méditerranéennes.

Quoique le Général Eisenhower et les autorités de Washington se tiennent rigoureusement à l'écart des querelles politiques des factieux français, provoquées par de Gaulle et ses adhérents, la Grande-Bretagne a assuré le Général Eisenhower d'une coopération entière, quelles que puissent en être les conséquences pour le rang et les ambitions de de Gaulle.

Sans se soucier des espoirs britanniques mis en de Gaulle, le chef des forces alliées en Afrique doit veiller à ce que les activités de de Gaulle, ou celles du commandement militaire français divisé, ne mettent pas en jeu la vie des soldats Américains en Afrique ou n'affectent pas fâcheusement les opérations militaires contre l'ennemi commun.” On voit le danger, la fausseté et la perfidie de telles fables.

d'esprit militaire de la nation après 1918, la dénatalité, les crises politiques, l'anarchie du commandement et le manque d'équipement. Giraud se rapproche davantage de la thèse de Vichy qui s'est ainsi exprimée à Riom : impréparation militaire de la nation, de 1936 à mai 1940, équipement insuffisant ou défectueux, responsabilité personnelle des chefs politiques et militaires qui ne fournirent pas à l'armée le matériel nécessaire et se rendirent coupables de fautes tactiques et stratégiques graves.

Le général de Gaulle se présente comme un véritable innovateur qui n'hésite pas à tout bouleverser pour arriver à ses fins patriotiques. La guerre a d'ailleurs donné raison à sa théorie. Le général Giraud, lui, n'est qu'un réformateur prudent, méthodique, soucieux de reconstruire le neuf avec les matériaux anciens. Et il a sans doute pour lui la masse conservatrice des anciens généraux que le général de Gaulle rencontre une fois de plus sur son chemin." Et il a aussi pour lui le Général Eisenhower et une partie de l'opinion publique américaine. N'importe. Ainsi présenté, le public aurait compris le débat et aurait conservé, tout au long de la crise, un optimisme bien fondé. "De Gaulle et Giraud ont la lourde responsabilité de forger le nouvel instrument de la Libération de la France et leur tâche n'est pas aisée. L'un et l'autre veulent vaincre. L'un et l'autre veulent rendre à la France sa grandeur militaire. Ils finiront donc bien par s'entendre." (J. L. Bourse Égyptienne.) C'est ce qu'ils ont fait.

Voilà le ton qu'on eut aimé trouver dans la presse alliée. On en est loin. Il y eut en Mai une crise du cabinet Yougoslave. Qui l'a su, en dehors des milieux autorisés ? Qui s'en est inquiété, scandalisé ? La presse lui a donné sa juste place et rien de plus. On craint, devant le bruit fait autour des discussions d'Alger, de conclure à une certaine partialité à l'égard de la France. On est encore plus tenté de le faire, lorsqu'on sait qu'une intervention extérieure a fait pression sur le Comité pour l'amener à accepter la solution Giraud, ou un compromis voisin.

A cette occasion la voix de Georges Bernanos ne tarda pas à s'élever, courageuse et juste : " Je veux que mon pays soit libre. A l'heure où j'écris ces lignes, les journaux de Rio nous apportent une fois de plus la nouvelle de la démission possible du général de Gaulle. Si ce fait se confirme, je dirai plutôt que c'est le Comité d'Alger qui démissionne, à supposer que ce Comité, qui a visiblement reçu des consignes, ait jamais eu de mission. Hier soir, la radio nous avait déjà informés, en peu de mots, du ton qui convient à ces sortes d'affaires, que les gouvernements alliés venaient d'intervenir dans la crise politique française.

J'ignore si vous pensez comme moi, mais en recevant le message qui nous apprend beaucoup de choses en peu de mots, je me suis dit tout de suite avec soulagement que si cette deuxième nouvelle était exacte, elle aussi, la fameuse crise avait cessé d'être nationale, ou plutôt il n'y avait plus de crise, et le règlement d'Alger ne serait plus qu'un de ces

innombrables scénarios de politique intérieure qui ne regardent que les Français. ”

Les Français, une fois de plus, devaient s'entendre. Un premier accord intervint, qui était tout provisoire, et qui ne faisait qu' "entériner le désaccord". Les deux armées restaient sous le commandement respectif de leurs deux chefs, deux états-majors étaient créés. Pure solution d'attente.

Mais en Juillet, un nouveau règlement intervint. Les deux présidents du Comité de la Libération se partageaient la besogne. "Le Général Giraud dirige les débats et assure l'exécution des décisions du Comité pour les affaires concernant la défense Nationale. Le Général de Gaulle pour tout ce qui concerne les autres affaires et la politique générale du Comité." — "Pendant le temps où le Général Giraud exerce le commandement effectif dans les opérations, il cesse d'exercer ses fonctions de Président du Comité de la Libération." Une seule armée était fondue. Le Commandement en était remis au Général Giraud. A cette occasion les deux généraux échangèrent des messages dignes de Plutarque. Un Comité de la Défense Nationale était créé : Le Général de Gaulle devenait président de ce Comité chargé, "dans le cadre des directives du Comité de la Libération, d'arrêter les conditions générales de répartition des forces françaises sur les divers théâtres d'opérations et les mesures propres à assurer leur fusion, de délibérer sur les plans généraux d'organisation et d'armement." Ainsi la situation fut éclaircie et le Comité de la Libération continua ses travaux dans une atmosphère constructive et saine. On espère que la *Gazette d'Arkansas* aura été rassurée, et Mr. H. G. Wells satisfait !

Il n'y avait donc pas lieu de s'alarmer pour ce premier obstacle, grave sans doute, mais qui a éprouvé la volonté et la bonne volonté des deux chefs. Il eut été trop beau de penser que tout se passerait dans l'enthousiasme et les embrassades, les échanges d'étoiles et de décorations. Le travail à accomplir était difficile, et seuls peuvent le mesurer ceux qui s'y attellent ou en sont témoins.

Voici un bon témoignage, celui d'un journal d'Afrique du Nord l'*Oran Républicain* du 19 Juin : "L'étranger n'a pas toujours bien compris l'importance des problèmes qui se sont posés ces derniers temps à Alger. On imagine difficilement le malheur d'autrui quand on y a soi-même échappé. La rénovation intérieure d'un grand pays, où tout est à refaire, ne peut pas s'accomplir d'un trait de plume. Nos meilleurs amis ont cru voir des discussions byzantines, ou des querelles de préséance, dans des difficultés rendues inévitables par la catastrophe nationale de 1940, et par les conditions politiques instaurées en Afrique du Nord après le débarquement du 8 Novembre.

Certains observateurs, dans les capitales alliées, ont même paru douter un moment de la capacité des Français à surmonter les consé-